



# **RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-HUITIEME SESSION**

**SUPPLEMENT N° 10 (A/5510)**

**NATIONS UNIES**

# **RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-HUITIEME SESSION**

**SUPPLEMENT N° 10 (A/5510)**



**NATIONS UNIES**

***New York, 1963***

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIERES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
I. — Composition du Comité .....	1-3	1
II. — Mandat .....	4	1
III. — Renseignements statistiques .....	5-17	1
IV. — Quotes-parts des nouveaux Etats Membres.....	18-19	2
V. — Quotes-parts des nouveaux Etats Membres pendant l'année d'ad- mission .....	20-22	3
VI. — Etat récapitulatif des modifications apportées au barème .....	23-24	3
VII. — Autres questions examinées par le Comité .....	25-29	4
VIII. — Recommandations du Comité.....	30	4

## I. — COMPOSITION DU COMITE

1. La vingt-deuxième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 10 au 16 septembre 1963. Étaient présents les membres suivants :

M. Raymond T. Bowman,  
M. B. N. Chakravarty,  
M. T. W. Cutts,  
M. James Gibson,  
M. F. Nouredin Kia,  
M. D. Silveira da Mota,

M. José Pareja y Paz Soldan,  
M. Stanislaw Raczkowski,  
M. Maurice Viaud.

2. M. P. Tchernytchev, qui est membre du Comité, n'a pas pu assister à la session et a désigné M. V. G. Solodovnikov pour le représenter. Le Comité a accepté cette désignation, étant entendu que le suppléant se tiendrait en rapport avec le membre qu'il représentait.

3. Le Comité a élu M. Chakravarty président et M. Kia vice-président.

## II. — MANDAT

4. Les textes généraux relatifs au mandat du Comité ont été reproduits dans l'annexe au rapport du Comité à l'Assemblée générale (seizième session)<sup>1</sup>. A sa dix-septième session, l'Assemblée a adopté la résolution 1870 (XVII), qui contient les dispositions suivantes :

"Prie le Secrétaire général de faire faire par des experts une étude des divers systèmes de comptabilité nationale, en vue d'obtenir un avis autorisé sur tous les problèmes pertinents de comparabilité qui se poseront lors de l'établissement des données statistiques que le Comité des contributions utilisera

lorsqu'il examinera à nouveau le barème des quotes-parts;

"...

"7. Prie le Comité des contributions, à la lumière des résultats de l'étude faite par des experts conformément au paragraphe 5 ci-dessus et de tous autres renseignements que les Etats Membres pourront lui communiquer, de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, en présentant toutes recommandations qui paraîtraient justifiées, au sujet des modifications éventuelles du barème des quotes-parts."

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément n° 10, Annexes, document A/4775 et Corr.1.

## III. — RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

5. Aux termes du paragraphe 7 de la résolution 1870 (XVII) de l'Assemblée générale, le Comité est prié de faire rapport à l'Assemblée, lors de sa dix-huitième session, en présentant toutes recommandations au sujet des modifications éventuelles du barème des quotes-parts. Le Comité a examiné cette question à la lumière de certains des résultats de l'étude entreprise par le Secrétaire général conformément au paragraphe 5 de la même résolution.

6. L'étude en question avait été recommandée par le Comité à l'issue de l'examen, à ses vingtième et vingt et unième sessions<sup>2</sup>, des différences existant entre les définitions adoptées par les Etats Membres pour les statistiques du revenu national selon qu'ils utilisent l'un ou l'autre des deux principaux systèmes, à savoir le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (SCN) et le système fondé sur le produit matériel (CPM).

7. Le Secrétaire général a fait rapport au Comité sur la première phase de l'étude. Cette première phase a suivi de près les travaux du Groupe de rapporteurs

de la Conférence des statisticiens européens<sup>3</sup>, qui étudie depuis plusieurs années la question de la comparabilité entre les deux principaux systèmes de comptabilité nationale. Le Secrétaire général a demandé aux Gouvernements des Etats-Unis, de la Hongrie, du Royaume-Uni et de la Tchécoslovaquie de désigner, en qualité d'experts consultants chargés de s'occuper de la phase initiale de cette étude, leurs représentants qui faisaient partie du Groupe de rapporteurs; les consultations devaient avoir lieu à l'issue de la quatrième session de ce groupe.

8. Le Comité tient à féliciter le Secrétaire général et le groupe de consultants des travaux qu'ils ont accomplis. On trouvera ci-après un exposé succinct des principaux résultats obtenus à la suite des consultations.

9. Le Secrétaire général a jugé qu'il fallait étudier en premier lieu la différence existant entre les domaines d'activité économique auxquels s'appliquent les deux systèmes de comptabilité nationale, non seulement en raison de son importance quantitative, mais aussi parce qu'elle fait ressortir les différences essentielles entre les notions économiques sur lesquelles reposent les comptabilités nationales des deux groupes de pays. Le Comité

<sup>2</sup> Pour les rapports du Comité sur ses vingtième et vingt et unième sessions, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément n° 10 (A/4775 et Corr.1), et *ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 10 (A/5210).

<sup>3</sup> Cette conférence poursuit ses travaux sous les auspices de la Commission de statistique et de la Commission économique pour l'Europe.

contributions s'était préoccupé particulièrement de cet aspect de la question lorsqu'il a établi le barème actuel des quotes-parts des Etats Membres.

10. Il s'agit d'estimer la valeur de la "production non matérielle" des pays CPM puisque ce domaine d'activité économique est compris dans le revenu national des pays SCN, alors qu'il est, par définition, exclu du produit matériel des pays CPM. Cependant, comme la "production non matérielle" n'est pas un élément classique de la comptabilité nationale, les systèmes statistiques des pays intéressés ne permettent pas de la calculer; elle doit donc être déduite de diverses données établies à d'autres fins et différant d'un pays à l'autre. Les consultants se sont accordés à reconnaître que, pour comparer les statistiques des pays SCN et celles des pays CPM, il fallait ajouter à ces dernières une somme correspondant au produit non matériel exclu dans les pays CPM, mais que l'importance de cette somme variait d'un pays à l'autre et ne pouvait donc être fixée sous forme de pourcentage uniforme.

11. Les experts ont été chargés également d'examiner la question de la méthode d'évaluation utilisée en comptabilité nationale, dont certains aspects avaient été soulevés par le Comité des contributions et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale lors des seizième et dix-septième sessions. Il s'agissait notamment d'étudier la comparabilité de l'agrégat du revenu national au coût des facteurs dans les pays SCN et de l'agrégat obtenu dans les pays CPM en ajoutant le produit matériel net et la production non matérielle (sans doubles emplois). On a soutenu à la Cinquième Commission que, ce dernier agrégat étant égal au produit national net aux prix du marché, il était nécessairement plus élevé que le chiffre correspondant du revenu national au coût des facteurs, la différence représentant le montant des impôts indirects nets. Dans son rapport de 1962, le Comité des contributions a noté que, "si l'on considérait le produit national net (y compris le produit non matériel) pour les pays socialistes et le produit national net au coût des facteurs pour les autres pays, une certaine disparité entre ces deux ensembles risquerait de subsister, puisqu'il n'était pas possible, sur la base des renseignements disponibles, de fixer, dans le cas des pays socialistes, de chiffre précis pour les éléments qui peuvent correspondre aux impôts indirects perçus dans les pays d'entreprise privée"<sup>4</sup>.

12. A cet égard, les consultants ont noté que le produit intérieur net des pays SCN était généralement comparable au produit matériel net (majoré de la production non matérielle) des pays CPM — les deux agrégats étant aux prix du marché. Les consultants se sont accordés à reconnaître qu'il était difficile d'identifier, dans les pays CPM, un élément correspondant aux impôts indirects des pays SCN. Tous les consultants ont jugé que l'agrégat aux prix du marché serait presque certainement plus élevé que l'agrégat correspondant au coût des facteurs, si l'on disposait de celui-ci. Un consultant a nuancé ce jugement en déclarant qu'il

existe, dans les impôts sur le chiffre d'affaires des pays CPM, un élément indéterminé d'impôts indirects qui exigerait une étude statistique détaillée avant de pouvoir être évalué.

13. Les consultants ont jugé que les ajustements nécessaires pour fonder les deux systèmes sur le coût des facteurs étaient des expédients provisoires découlant des problèmes que pose le barème actuel des quotes-parts établi en fonction du revenu national au coût des facteurs. Ils ont estimé que, pour trouver une solution plus durable, il fallait étudier dans quelle mesure il est possible de recourir à un agrégat aux prix du marché; on pourrait ainsi surmonter la difficulté que représente l'évaluation du coût des facteurs dans les cas où cette notion n'est manifestement pas applicable, notamment dans les pays CPM.

14. Les consultants ont examiné la nature de l'agrégat aux prix du marché qui assurerait la meilleure comparabilité internationale. C'est manifestement le produit national net qui représente, du point de vue théorique, la mesure la plus satisfaisante de la capacité de paiement, mais il présente un inconvénient en ce sens que la somme déduite pour tenir compte de la consommation de capital fixe n'est pas calculée sur une base comparable dans tous les pays. On a jugé cependant que les progrès réalisés en statistique pourraient permettre d'améliorer ces calculs; il y avait donc lieu d'espérer qu'à l'avenir le produit national net présenterait moins d'inconvénients pratiques.

15. Compte tenu des observations des consultants, le Comité a examiné les renseignements fournis par les Etats Membres et il a jugé que la révision des quotes-parts de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie était justifiée. Pour ces deux pays, le Comité a pu accepter les estimations de la production non matérielle présentées par les gouvernements, ce qui a entraîné une réduction de leurs quotes-parts. Le Comité a noté que, dans les observations des consultants, une certaine incertitude subsistait au sujet des ajustements à effectuer pour tenir compte de l'effet des impôts indirects (ou de leur équivalent). Dans le cas de la Hongrie, il a jugé que les données présentées justifiaient une nouvelle réduction de 12,5 p. 100 du chiffre du revenu national utilisé par le Comité, cette réduction ayant pour objet de tenir compte de l'élément impôts indirects. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, le Comité a estimé que peu de renseignements avaient été communiqués sur l'élément impôts indirects proprement dit, mais que, dans les limites jugées convenables par les consultants, une nouvelle réduction de 7,5 p. 100 du chiffre du revenu national utilisé par le Comité pourrait être accordée.

16. En raison des ajustements ci-dessus mentionnés, le Comité recommande que la quote-part de la Hongrie soit ramenée de 0,56 à 0,51 et celle de la Tchécoslovaquie de 1,17 à 1,04.

17. Le Comité examinera ultérieurement les observations des consultants sur l'agrégat de comptabilité nationale qui permettrait le mieux d'améliorer la comparabilité internationale dans ce domaine.

#### IV. — QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

18. Aux termes de son mandat, le Comité "conseille l'Assemblée générale au sujet de la quote-part des dépenses que doivent assumer les nouveaux Membres". En conséquence, le Comité a examiné les pourcentages à recommander pour les Etats qui ont été admis à l'Or-

ganisation lors de la dix-septième session et de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à savoir : l'Algérie, le Burundi, la Jamaïque, le Koweït, l'Ouganda, le Rwanda et Trinité et Tobago. Le Comité a examiné les données statistiques disponibles pour les

<sup>4</sup> A/5210, par. 9.

sept nouveaux Etats Membres et a décidé de recommander que les quotes-parts pour ces Etats Membres soient les suivantes :

	Pourcentages
Algérie .....	0,10
Burundi .....	0,04
Jamaïque .....	0,05
Koweït .....	0,04
Ouganda .....	0,04
Rwanda .....	0,04
Trinité et Tobago .....	0,04

En fixant la quote-part du Koweït, le Comité a tenu compte du principe du maximum par habitant énoncé

dans la résolution 238 A (III) de l'Assemblée générale ; en conséquence, la contribution du Koweït a été fixée au taux minimum de 0,04 p. 100.

19. En ce qui concerne l'Algérie, le Comité a constaté que la base du barème des quotes-parts pour 1962-1964, à savoir les estimations du revenu national pour les années 1957-1959, ne convenait pas à la situation actuelle de l'Algérie. Le Comité a estimé que la capacité de paiement de l'Algérie était nettement plus faible que ne l'indiqueraient les chiffres du revenu national correspondant à des années antérieures et a décidé en conséquence de recommander une quote-part de 0,10 p. 100. Le Comité tient cependant à souligner que ce taux ne déterminera pas à l'avenir la quote-part de l'Algérie.

## V. — QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES PENDANT L'ANNEE D'ADMISSION

20. En vertu de l'article 5.8 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, "les nouveaux Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, aux taux fixés par l'Assemblée générale". Pour ce qui est de la contribution que les nouveaux Etats Membres doivent verser pour l'année de leur admission, l'Assemblée générale a décidé par sa résolution 69 (I) du 14 décembre 1946 :

"Que les nouveaux Membres seront priés de verser au budget annuel pour l'année au cours de laquelle ils ont été admis une contribution s'élevant à au moins 33 1/3 p. 100 du pourcentage qui leur est affecté dans la répartition prévue pour l'année suivante, en appliquant ce pourcentage au budget de l'année de leur admission."

L'Assemblée générale a décidé de faire des exceptions à la règle du tiers et le minimum prescrit a été réduit dans le cas de presque tous les Etats Membres admis depuis 1955.

21. Voici les dates d'admission à l'Organisation des nouveaux Etats Membres dont le Comité a examiné le cas :

Etats	Date d'admission
Burundi	18 septembre 1962
Jamaïque	
Rwanda	
Trinité et Tobago	

Etats	Dates d'admission
Algérie .....	8 octobre 1962
Ouganda .....	25 octobre 1962
Koweït .....	14 mai 1963

Après avoir examiné les divers éléments en jeu et tenu compte des recommandations qu'il avait lui-même formulées par le passé et des décisions antérieures de l'Assemblée générale, le Comité a décidé de recommander que, si l'Assemblée était en faveur d'une réduction du minimum prescrit du tiers pour les Membres admis en septembre et octobre 1962, à savoir l'Algérie, le Burundi, la Jamaïque, l'Ouganda, le Rwanda et la Trinité et Tobago, la contribution réduite ne soit en tout cas pas inférieure au neuvième de la quote-part dont les nouveaux Etats auraient été redevables pour l'année entière. Quant au Koweït, qui a été admis en mai 1963, le Comité recommande que sa contribution ne soit pas inférieure à la moitié de la quote-part dont cet Etat aurait été redevable pour l'année entière.

22. En ce qui concerne les avances que les nouveaux Membres doivent verser au Fonds de roulement, conformément à l'article 5.8 du Règlement financier, le Comité a décidé de recommander qu'elles correspondent au montant du Fonds pour 1964 multiplié par la quote-part pour 1964 exprimée en pourcentage et que le total de ces avances vienne s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 p. 100 du barème.

## VI. — ETAT RECAPITULATIF DES MODIFICATIONS APPORTEES AU BAREME

23. A la suite de son étude, le Comité a décidé de recommander d'apporter au barème de 1964 les modifications suivantes :

	Pourcentages
Barème actuel .....	100,16
Quotes-parts des nouveaux Membres :	
Algérie .....	0,10
Burundi .....	0,04
Jamaïque .....	0,05
Koweït .....	0,04
Ouganda .....	0,04
Rwanda .....	0,04
Trinité et Tobago .....	0,04
	0,35
	100,51

	Pourcentages
Réductions des quotes-parts :	
Hongrie .....	0,05
Tchécoslovaquie .....	0,13
	0,18
	100,33

24. Le Comité a décidé aussi de recommander que les réductions des quotes-parts de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie s'appliquent également aux exercices 1962 et 1963. Pour éviter les complications d'ordre administratif qu'entraîne la revision des contributions des Etats Membres qui ont déjà été fixées pour 1962 et 1963, le Comité a décidé de recommander que les réductions des contributions de la Hongrie et de la

Tchécoslovaquie au budget global de l'ONU pour 1962 et 1963, qui résulteraient de l'abaissement proposé des quotes-parts de ces deux Etats, soient couvertes par les

recettes additionnelles provenant des quotes-parts exigées des sept nouveaux Etats Membres pour ces mêmes exercices.

## VII. — AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

### RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS

25. Aux termes de son mandat, le Comité est notamment chargé "d'étudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et de faire rapport à leur sujet"; à cet égard, il doit "donner un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte". Etant donné qu'à l'heure actuelle le montant de l'arriéré de contribution d'aucun Etat Membre ne justifierait l'application de l'Article 19 de la Charte, le Comité n'a pas eu de décision à prendre sur ce point.

26. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général sur l'état des contributions recouvrées au 31 août 1963. Il ressort de ce rapport qu'à cette date les soldes non versés étaient les suivants:

	Contributions dues pour 1963	Arriérés de contributions dus au titre d'exercices antérieurs
	(Dollars des Etats-Unis)	
Fonds de roulement.....	2 420 408,04	—
Budget ordinaire de l'ONU.....	35 184 227,49	5 624 299,85
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies.....	8 329 599,75	27 268 656,04
Compte <i>ad hoc</i> pour l'Opération des Nations Unies au Congo.....	28 573 763,49	71 905 477,25
	<u>74 507 998,77</u>	<u>104 798 433,14</u>

27. Le Comité a constaté avec inquiétude l'importance de ces soldes non versés et il a exprimé l'espoir que les Etats Membres prendraient des mesures pour s'acquitter dans les plus brefs délais de leurs obligations financières non réglées.

### RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS VERSÉES EN MONNAIES AUTRES QUE LE DOLLAR DES ETATS-UNIS

28. Par sa résolution 1691 A (XVI), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à accepter, lorsqu'il le jugera à propos et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les exercices 1962, 1963 et 1964 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Le Comité a pris note d'un rapport du Secrétaire général qui indiquait que, pour 1963, 14 Etats Membres avaient usé de la faculté qui leur était offerte de s'acquitter de leurs obligations financières en l'une ou plusieurs des neuf monnaies désignées par l'ONU autres que le dollar des Etats-Unis. Conformément aux demandes présentées par des Etats Membres, un total de 9 millions de dollars a pu être versé en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

### DATE DE LA PROCHAINE SESSION DU COMITE

29. Le Comité a décidé que sa prochaine session s'ouvrirait le 15 juin 1964 au Siège des Nations Unies.

## VIII. — RECOMMANDATIONS DU COMITE

30. Le Comité des contributions recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après:

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné le rapport du Comité des contributions,

"Décide ce qui suit:

"1. Le barème des quotes-parts pour le calcul des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1964, qui figure au paragraphe 1 de la résolution 1691 A (XVI) de l'Assemblée générale, sera modifié comme suit:

Etats Membres	Pourcentages
Afghanistan.....	0,05
Afrique du Sud.....	0,53
Albanie.....	0,04
Arabie Saoudite.....	0,07
Argentine.....	1,01
Australie.....	1,66
Autriche.....	0,45
Belgique.....	1,20
Birmanie.....	0,07
Bolivie.....	0,04
Brésil.....	1,03
Bulgarie.....	0,20
Cambodge.....	0,04

Etats Membres	Pourcentages
Cameroun.....	0,04
Canada.....	3,12
Ceylan.....	0,09
Chili.....	0,26
Chine.....	4,57
Chypre.....	0,04
Colombie.....	0,26
Congo (Brazzaville).....	0,04
Congo (Léopoldville).....	0,07
Costa Rica.....	0,04
Côte-d'Ivoire.....	0,04
Cuba.....	0,22
Dahomey.....	0,04
Danemark.....	0,58
Equateur.....	0,06
Espagne.....	0,86
Etats-Unis d'Amérique.....	32,02
Ethiopie.....	0,05
Fédération de Malaisie.....	0,13
Finlande.....	0,37
France.....	5,94
Gabon.....	0,04
Ghana.....	0,09
Grèce.....	0,23
Guatemala.....	0,05
Guinée.....	0,04
Haiti.....	0,04
Haute-Volta.....	0,04
Honduras.....	0,04
Hongrie.....	0,51



<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Inde	2,03
Indonésie	0,45
Irak	0,09
Iran	0,20
Irlande	0,14
Islande	0,04
Israël	0,15
Italie	2,24
Japon	2,27
Jordanie	0,04
Laos	0,04
Liban	0,05
Libéria	0,04
Libye	0,04
Luxembourg	0,05
Madagascar	0,04
Mali	0,04
Maroc	0,14
Mexique	0,74
Népal	0,04
Nicaragua	0,04
Niger	0,04
Nigéria	0,21
Norvège	0,45
Nouvelle-Zélande	0,41
Pakistan	0,42
Panama	0,04
Paraguay	0,04
Pays-Bas	1,01
Pérou	0,10
Philippines	0,40
Pologne	1,28
Portugal	0,16
République arabe unie	0,25
République centrafricaine	0,04
République Dominicaine	0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,52
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,58
Roumanie	0,32
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7,58
Salvador	0,04
Sénégal	0,05
Somalie	0,04
Soudan	0,07
Suède	1,30
Syrie	0,05
Tchad	0,04
Tchécoslovaquie	1,04
Thaïlande	0,16
Togo	0,04
Tunisie	0,05
Turquie	0,40
Union des Républiques socialistes soviétiques	14,97
Uruguay	0,11
Venezuela	0,52
Yémen	0,04
Yougoslavie	0,38
Etats admis à la seizième session:	
Mauritanie	0,04
Mongolie	0,04
Sierra Leone	0,04
Etats admis à la dix-septième session:	
Algérie	0,10
Burundi	0,04
Jamaïque	0,05
Ouganda	0,04
Rwanda	0,04
Trinité et Tobago	0,04
Etat admis à la quatrième session extraordinaire:	
Koweït	0,04
	100,33

"2. Pour l'exercice 1963, les quotes-parts des Etats qui ont été admis à l'Organisation lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale seront les suivantes:

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Algérie	0,10
Burundi	0,04
Jamaïque	0,05
Ouganda	0,04
Rwanda	0,04
Trinité et Tobago	0,04

Ces quotes-parts viendront s'ajouter au barème des quotes-parts pour 1963 fixé dans les résolutions 1691 A (XVI) et 1870 (XVII) de l'Assemblée générale et seront appliquées aux mêmes montants à recouvrer que celles de tous les autres Etats Membres;

"3. Le Burundi, la Jamaïque, le Rwanda et Trinité et Tobago, qui sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1962, et l'Algérie et l'Ouganda, qui sont devenus Membres les 8 et 25 octobre 1962 respectivement, verseront, pour l'année de leur admission, une contribution égale ... de la somme obtenue par l'application, au montant net du budget de l'exercice 1962, du pourcentage qui leur est affecté pour 1963;

"4. Le Koweït, qui est devenu Membre de l'Organisation des Nations Unies le 14 mai 1963, versera, pour l'année de son admission, la moitié de la somme obtenue par l'application, au montant net du budget de l'exercice 1963, du pourcentage qui lui est affecté pour 1964;

"5. Les réductions des quotes-parts de la Hongrie (0,05 p. 100) et de la Tchécoslovaquie (0,13 p. 100) pour 1964 s'appliqueront également aux contributions versées par ces Etats au titre du budget ordinaire de l'ONU pour 1962 et 1963, et les sommes qui seront de ce fait portées à leur crédit seront, nonobstant les dispositions de l'article 5.2, c, du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, compensées par les contributions que les nouveaux Etats Membres verseront pour les exercices 1962 et 1963 conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus;

"6. En vertu de l'article 5.8 du Règlement financier, l'Algérie, le Burundi, la Jamaïque, le Koweït, l'Ouganda, le Rwanda, Trinité et Tobago verseront au Fonds de roulement des avances correspondant à la somme obtenue par l'application, au montant du Fonds pour 1964, du pourcentage qui leur est affecté pour 1964, conformément au paragraphe 1 de la résolution (XVIII) de l'Assemblée générale, ces avances venant s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 p. 100 du barème;

"7. Le total des réductions qui sont apportées aux avances versées au Fonds de roulement par la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et qui sont dues à la diminution des quotes-parts de ces pays pour 1964, viendra en déduction du montant des avances que les nouveaux Etats Membres verseront au Fonds conformément au paragraphe 6 ci-dessus et qui s'ajouteront au montant autorisé du Fonds."

## AFRIQUE

**AFRIQUE DU SUD:** VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.  
Church Street, Box 724, Pretoria.  
**CAMEROUN:** LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE  
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.  
**DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE**  
**DU LIVRE ET DE LA PRESSE,** Sanghaïma.  
**CONGO (Léopoldville):** INSTITUT POLITIQUE  
CONGOLAIS  
B. P. 2307, Léopoldville.  
**ETHIOPIE:** INTERNATIONAL PRESS AGENCY  
P. O. Box 120, Addis-Abeba.  
**GHANA:** UNIVERSITY BOOKSHOP  
University College of Ghana, Legon, Accra.  
**KENYA:** THE E.S.A. BOOKSHOP  
Box 30167, Nairobi.  
**MAROC:** CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE  
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.  
**RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:** LIBRAIRIE  
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTE"  
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.  
**RHODÉSIE DU SUD:** THE BOOK CENTRE  
First Street, Salisbury.

## AMÉRIQUE DU NORD

**CANADA:** THE QUEEN'S PRINTER  
Ottawa, Ontario.  
**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:** SALES SECTION,  
UNITED NATIONS, New York

## AMÉRIQUE LATINE

**ARGENTINE:** EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.  
Alsina 500, Buenos Aires.  
**BOLIVIE:** LIBRERIA SELECCIONES  
Casilla 972, La Paz.  
**BRESIL:** LIVRARIA AGIR  
Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291.  
Rio de Janeiro.  
**CHILI:**  
EDITORIAL DEL PACIFICO  
Ahumada 57, Santiago.  
LIBRERIA IVENS  
Casilla 205, Santiago.  
**COLOMBIE:** LIBRERIA BUCHHOLZ  
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.  
**COSTA RICA:** IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS  
Apartado 1313, San José.  
**CUBA:** LA CASA BELGA  
O'Reilly 455, La Habana.  
**ÉQUATEUR:** LIBRERIA CIENTIFICA  
Casilla 362, Guayaquil.  
**GUATEMALA:** SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA  
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.  
**HAÏTI:** LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"  
Port-au-Prince.  
**HONDURAS:** LIBRERIA PANAMERICANA  
Tegucigalpa.  
**MEXIQUE:** EDITORIAL HERMES, S. A.  
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.  
**PANAMA:** JOSE MENENDEZ  
Agencia Internacional de Publicaciones,  
Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.  
**PARAGUAY:** AGENCIA DE LIBRERIAS  
DE SALVADOR NIZZA  
Calle Pre. Franco No. 39-43, Asunción.  
**PÉROU:** LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A.,  
Casilla 1417, Lima.  
**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:** LIBRERIA DOMINICANA  
Mercedes 49, Santo Domingo.  
**SALVADOR:** MANUEL NAVAS Y CIA.  
1a. Avenida sur 37, San Salvador.  
**URUGUAY:** REPRESENTACION DE EDITORIALES,  
PROF. H. D'ELIA  
Plaza Cagancha 1342, 1<sup>o</sup> piso, Montevideo.  
**VENEZUELA:** LIBRERIA DEL ESTE  
Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

## ASIE

**BIRMANIE:** CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT  
Rangoon.

**CAMBODGE:** EN-REPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE  
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.  
**CEYLAN:** LAKE HOUSE BOOKSHOP  
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.  
**CHINE:**  
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.  
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.  
THE COMMERCIAL PRESS, LTD.  
211 Hanan Road, Shanghai.  
**CORÉE (RÉPUBLIQUE DE):** EUL-YOO PUBLISHING  
CO., LTD.  
5, 2-KA, Chongno, Seoul.  
**HONG-KONG:** THE SWINDON BOOK COMPANY  
25 Nathan Road, Kowloon.  
**INDE:**  
ORIENT LONGMANS  
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.  
OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY  
Calcutta et New Delhi.  
P. VARADACHARY & COMPANY  
Madras.  
**INDONÉSIE:** PEMBANGUNAN, LTD.  
Gunung Sahari 84, Djakarta.  
**JAPON:** MARUZEN COMPANY, LTD.  
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

**PAKISTAN:**  
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY  
Dacca, East Pakistan.  
PUBLISHERS UNITED, LTD  
Lahore.  
THOMAS & THOMAS  
Karachi.  
**PHILIPPINES:** ALEMAR'S BOOK STORE  
769 Rizal Avenue, Manila.  
POPULAR BOOKSTORE  
1573 Doroteo Jose, Manila.  
**SINGAPOUR:** THE CITY BOOK STORE, LTD.  
Collyer Quay.  
**THAÏLANDE:** PRAMUAN MIT, LTD.  
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.  
NIBONDH & CO., LTD.  
New Road, Sikok Phya Sri, Bangkok.  
SUKSAPAN PANIT  
Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.  
**VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU):** LIBRAIRIE-  
PAPETERIE XUÂN THU  
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

## EUROPE

**ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):**  
R. EISENSCHMIDT  
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.  
ELWERT UND MEURER  
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.  
ALEXANDER HORN  
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.  
W. E. SAARBACH  
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).  
**AUTRICHE:**  
GEROLD & COMPANY  
Graben 31, Wien, I.  
B. WÜLLERSTORFF  
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.  
GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.  
**BELGIQUE:** AGENCE ET MESSAGERIES DE LA  
PRESSE, S. A.  
14-22, rue du Persil, Bruxelles.  
**BULGARIE:** RAZNOIZNOS, 1, Tzar Assen, Sofia.  
**CHYPRE:** PAN PUBLISHING HOUSE  
10 Alexander the Great Street, Strovolos.  
**DANEMARK:** EJNAR MUNKSGAARD, LTD.  
Nørregade 6, København, K.  
**ESPAGNE:**  
LIBRERIA BOSCH  
11 Ronda Universidad, Barcelona.  
LIBRERIA MUNDI-PRENSA  
Castelló 37, Madrid.  
**FINLANDE:** AKATEMINEN KIRJAKAUPPA  
2 Keskuskatu, Helsinki.  
**FRANCE:** ÉDITIONS A. PÉDONE  
13, rue Soufflot, Paris (V<sup>e</sup>).  
**GRÈCE:** LIBRAIRIE KAUFFMANN  
28, rue du Stade, Athènes.  
**HONGRIE:** KULTURA, P. O. Box 149, Budapest 62.

**IRLANDE:** STATIONERY OFFICE  
Dublin.  
**ISLANDE:** BÓKAVERZILUN SIGFÚSAR  
EYMONDSSONAR H. F.  
Austurstræti 18, Reykjavík.  
**ITALIE:** LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI  
Via Gino Capponi 26, Firenze,  
et Via Paolo Mercuri 19/B, Roma.  
**LUXEMBOURG:** LIBRAIRIE J. FRAUSCHSCHUMMER  
Place du Théâtre, Luxembourg.  
**NORVÈGE:** JOHAN GRUNDT TANUM  
Karl Johansgate, 4<sup>e</sup>, Oslo.  
**PAYS-BAS:** N.V. MARTINUS NIJHOFF  
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.  
**POLOGNE:** PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.  
**PORTUGAL:** LIVRARIA RODRIGUES & CIA.  
186 rua Aurea, Lisboa.  
**ROUMANIE:** CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18,  
P. O. Box 134-135, Bucarest.  
**ROYAUME-UNI:** H. M. STATIONERY OFFICE  
P. O. Box 569, London, S.E.1  
(e. agences HMSO à Belfast, Birmingham,  
Bristol, Cardiff, Edinbourg, Manchester).  
**SUÈDE:** C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B  
Fredsgatar 2, Stockholm.  
**SUISSE:**  
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.  
Lausanne, Genève.  
HANS RAUNHARDT  
Kirchgasse 17, Zürich 1.  
**TCHÉCOSLOVAQUIE:** ARTIA LTD., 30 ve Smečkéch,  
Praha, 2.  
ČESKOSLOVENSKÝ SPISOVATEL  
Národní Třída 9, Praha 1.  
**TURQUIE:** LIBRAIRIE HACHETTE  
469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.  
**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES**  
**SOVIÉTIQUES:**  
MEJDOUNARODNAJA KNIGA  
Smolenskaia Plochtchad, Moskva.  
**YOUgoslavIE:**  
CANKARJEVA ZALOŽBA  
Ljubljana, Slovenie.  
DRŽAVNO PREDUZEĆE  
Jugoslavenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.  
PROSVJETA  
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.  
PROSVETA PUBLISHING HOUSE  
Import-Export Division, P. O. Box 559,  
Terazije 16/1, Beograd.

## MOYEN-ORIENT

**IRAK:** MACKENZIE'S BOOKSHOP  
Baghdad.  
**ISRAËL:** BLUMSTEIN'S BOOKSTORES  
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.  
**JORDANIE:** JOSEPH I. BAHOU & CO.  
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.  
**LIBAN:** KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE  
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

## OCÉANIE

**AUSTRALIE:**  
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S.A.  
UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.  
THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY  
Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.  
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.  
Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.  
MELBOURNE CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED  
10 Bowen Street, Melbourne C.1, Vic.  
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.  
363 Swanston Street, Melbourne, Vic.  
THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.  
UNIVERSITY BOOKROOM  
University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.  
UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED  
Manning Road, University of Sydney, N.S.W.  
**NOUVELLE-ZÉLANDE**  
GOVERNMENT PRINTING OFFICE  
Private Bag, Wellington  
(et Government Bookshop: à Auckland,  
Christchurch et Dunedin)

(63F1)